

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SAD DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Acquisition et location de véhicules neufs et d'occasion, particuliers ou utilitaires (PTAC= \leq 3,5T), toutes motorisations, avec ou sans prestation d'entretien et maintenance, pour le GHT Sud Bretagne

Date et heure limites de réception des candidatures initiales du SAD :

Jeudi 26 mars 2026 à 14:00

Durée du SAD : 10 ans, soit jusqu'au 25 mars 2036

Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS)
Etablissement support du GHT Sud Bretagne
Direction des Achats et de la Logistique / Cellule Marchés de Territoire
5 avenue de Choiseul
BP 12233
56322 LORIENT
Tél : 02.97.06.97.73
Mail : cellulemarches@ghbs.bzh
Plateforme : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

SOMMAIRE

1 - Préambule : principe de fonctionnement du Système d'acquisition dynamique	3
2 - Objet et étendue de la consultation	3
2.1 - Objet	3
2.2 - Mode de passation	4
2.3 - Type et forme de contrat	4
2.4 - Décomposition de la consultation	4
2.5 - Etendue des prestations	4
2.6 - Nomenclature	4
3 - Conditions de la consultation	4
3.1 - Déroulement de la consultation	4
3.2 - Forme juridique du groupement	4
4 - Conditions relatives au contrat	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
5 - Contenu du dossier de consultation	5
6 - Présentation des candidatures	6
6.1 - Documents à produire	6
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	6
7.1 - Transmission électronique	6
7.2 - Transmission sous support papier	7
8 - Examen des candidatures	7
8.1 - Sélection des candidatures	7
8.2 - Suite à donner à la consultation	8
9 - Conditions d'attribution des marchés spécifiques	8
10 - Situation des candidats	9
10.1 - Maintien dans le système	9
10.2 - Droits et obligations des candidats intégrés	9
10.2.1 - Réponse aux invitations à soumissionner	9
10.2.2 - Autres motifs de déchéance	9
10.2.3 - Exclusivité du système	10
11 - Renseignements complémentaires	10
11.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	10
11.2 - Procédures de recours	10

1 - Préambule : principe de fonctionnement du Système d'acquisition dynamique

Le S.A.D. se définit comme un processus de consultation entièrement électronique qui permet à l'acheteur de présélectionner dans un premier temps des opérateurs économiques puis, dans un second temps, d'attribuer des marchés spécifiques après mise en concurrence de ces opérateurs présélectionnés.

Il se met en œuvre de la façon suivante.

- **Admission au sein du système**

À compter de la publication de l'avis de publicité, les documents de la consultation (DCE) sont mis en ligne pour toute la durée de validité du système.

Un délai de réception des candidatures initiales est indiqué aux opérateurs. Les opérateurs qui déposent leur dossier dans ce délai seront consultés pour l'attribution du premier marché spécifique.

Les autres opérateurs pourront déposer leur candidature à n'importe quel moment pendant toute la durée de validité du système, en vue de l'attribution des marchés spécifiques ultérieurs.

Le nombre d'opérateurs n'est pas limité.

- **Gestion des candidatures**

Les opérateurs sont admis et maintenus au sein du système aussi longtemps qu'ils satisfont aux critères de sélection des candidatures prévus par le présent Règlement de la consultation.

Afin de vérifier ce point, l'acheteur pourra à tout moment demander aux opérateurs intégrés d'actualiser leur candidature.

Dans le cas où il ne remplirait plus les conditions d'éligibilité, l'opérateur se verra exclu du système et ne pourra plus participer à la mise en concurrence des marchés spécifiques jusqu'à son éventuelle réintégration.

- **Passation des marchés spécifiques**

À la survenance d'un besoin, l'acheteur lancera un marché spécifique. Il invitera alors à soumissionner tous les candidats référencés au sein du système.

Si le système est décomposé en catégories, le cas échéant la mise en concurrence s'effectuera au niveau de chaque catégorie. L'acheteur invitera à soumissionner tous les candidats référencés au sein de la catégorie concernée.

Seuls les opérateurs déjà admis dans le système à la date de lancement du marché spécifique pourront présenter une offre.

La lettre d'invitation à soumissionner précisera les conditions de la mise en concurrence, et notamment les critères de choix des offres, dans le respect des prévisions du présent Règlement de la consultation.

2 - Objet et étendue de la consultation

2.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Acquisition et location de véhicules neufs et d'occasion, particuliers ou utilitaires (PTAC=<3,5T), toutes motorisations, avec ou sans prestation d'entretien et maintenance, pour le GHT Sud Bretagne.

Cette consultation est lancée par un groupement d'acheteurs constitué sous la forme suivante : groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

Acheteurs partenaires : - EPSM Sud Bretagne CH Charcot

Acheteur référent : Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS)

L'acheteur référent aura en charge la passation, la signature et la notification du système d'acquisition dynamique.

2.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres restreint. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 2°, R. 2161-6 à R. 2161-9 et R. 2161-11 du Code de la commande publique.

2.3 - Type et forme de contrat

La présente consultation vise à présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques selon un processus ouvert. Tout opérateur admis à participer au système sera placé dans une situation réglementaire, non contractuelle.

Toutefois le système d'acquisition dynamique donnera lieu à l'attribution de marchés spécifiques.

2.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 4 Catégorie(s) :

Catégorie(s)	Désignation
01	Acquisition de véhicules particuliers ou utilitaires d'occasion toutes motorisations (PTAC=<3.5T)
02	Acquisition de véhicules particuliers ou utilitaires neufs toutes motorisations (PTAC=<3.5T)
03	Location de véhicules particuliers neufs ou d'occasion avec ou sans prestation d'entretien et maintenance, toutes motorisations (PTAC=<3.5T)
04	Location de véhicules utilitaires neufs ou d'occasion avec ou sans prestation d'entretien et maintenance, toutes motorisations (PTAC=<3.5T)

2.5 - Etendue des prestations

La valeur maximale des achats envisagés, toutes catégories confondues, est la suivante : **4 000 000 € HT**

2.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
34100000-8	Véhicules à moteur
34144700-5	Véhicules utilitaires
34144900-7	Véhicules électriques

3 - Conditions de la consultation

3.1 - Déroulement de la consultation

L'attribution des marchés spécifiques s'effectue au terme de deux phases distinctes :

- Une phase de candidature permettant aux opérateurs de solliciter, à tout moment, leur admission dans le système d'acquisition dynamique ;
- Une phase d'offre au cours de laquelle les opérateurs admis à participer au système seront invités à soumissionner. Chaque marché spécifique fera l'objet d'une consultation à ce titre. Une lettre d'invitation à soumissionner précisera pour chacun d'eux les modalités de la mise en concurrence.

Le présent règlement de la consultation porte sur la phase de candidature.

3.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement en vue de l'attribution des marchés spécifiques.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du système est de 10 ans, (soit jusqu'au 25/03/2036).

L'acheteur pourra mettre fin au système d'acquisition dynamique avant l'expiration de ce délai.

Cette décision sera formalisée par la publication d'un avis d'attribution et n'emportera aucune conséquence sur les marchés spécifiques en cours.

La fin anticipée du système n'ouvre droit à aucune indemnité.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues en exécution des marchés spécifiques seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Fiche de renseignements

L'acte d'engagement et les autres pièces seront demandés dans le cadre des marchés spécifiques.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

En phase de réception des candidatures initiales

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures indiquée en page de garde du présent document. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures initiales est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Après l'envoi de l'invitation à soumissionner pour le premier marché spécifique

Aucun délai supplémentaire de réception des candidatures n'est applicable. Par conséquent, le pouvoir adjudicateur pourra apporter des modifications de détail au dossier de consultation à tout moment. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats déjà admis d'actualiser leur dossier sur la base du dossier modifié, dans les conditions prévues au présent règlement de la consultation.

6 - Présentation des candidatures

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française.

Si, à l'appui de sa candidature, le candidat fournit des documents rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

6.1 - Documents à produire

Pour la phase de candidature, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

➤ Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

➤ Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Tout opérateur économique peut demander à participer au système d'acquisition dynamique pendant toute sa durée de validité.

Toutefois, les candidatures initiales devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document. Pour chaque catégorie, après avoir examiné les candidatures reçues, le pouvoir adjudicateur aura la possibilité d'envoyer l'invitation à soumissionner pour le premier marché spécifique aux seuls candidats ayant fait parvenir leur dossier dans ce délai, sans que les candidats dont le dossier est parvenu au-delà de ce délai ne puissent élever aucune réclamation à ce sujet.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir les pièces de la candidature définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS)
Cellule des marchés de territoire
5 avenue de Choiseul
BP 12233
56322 LORIENT

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les candidats sont informés que, après l'attribution des marchés spécifiques, l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du contrat par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures

8.1 - Sélection des candidatures

Pendant la durée de vie du système, l'acheteur procédera à l'évaluation des candidatures dans le délai de 10 jours ouvrables après leur réception.

Pour la sélection des candidatures initiales, le délai de 10 jours est applicable.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les critères retenus pour la sélection des candidatures sont pondérés de la manière suivante :

Pour toutes les catégories

Critères	Pondération
1-Garanties et capacités techniques et financières	60.0 %
2-Capacités professionnelles	20.0 %
3-Compétences, références et moyens	20.0 %

8.2 - Suite à donner à la consultation

A l'issue de l'examen des candidatures, seuls les candidats admis dans le système seront invités à participer au système et consultés pour l'attribution des marchés spécifiques.

Les autres candidats sont informés du rejet de leur candidature.

Une lettre d'invitation à soumissionner précisera, pour chaque marché spécifique, les conditions de présentation des offres, les informations et documents à produire, ainsi que les modalités d'examen des offres.

De plus, les candidats sélectionnés devront remettre, avant l'envoi de cette invitation à soumissionner :

- Pour ce qui les concerne, les documents justificatifs et autres moyens de preuve mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-12 du Code de la commande publique. Les éléments et documents rédigés dans une langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.
- En cas de groupement, le mandataire remet également les mêmes documents pour chaque membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants.
- Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet les mêmes documents pour chacun de ses sous-traitants.

Si le candidat n'a pas procédé lui-même à cet envoi, l'acheteur l'invite à fournir ces documents dans un délai raisonnable et compatible avec le lancement du marché spécifique.

Si un candidat sélectionné ne fournit pas les documents demandés dans le délai imparti, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, ou produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, sa candidature est déclarée irrecevable et il est éliminé.

NOTA : Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, remettre les documents justificatifs et autres moyens de preuve dès la phase de candidature. Dans ce cas, ils ne seront pas demandés une seconde fois au candidat sélectionné.

9 - Conditions d'attribution des marchés spécifiques

Pendant la durée de validité du système, les marchés spécifiques seront attribués après mise en concurrence dans les conditions ci-après définies.

Cette mise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

Les entreprises ayant déposées une candidature dans le cadre du présent SAD et qui auront été agréés par l'acheteur pourront, jusqu'à la fin du S.A.D. qui est d'une durée de 10 ans (*soit jusqu'au 24/03/2036*), être sollicitées pour déposer une offre dans une catégorie donnée et sur un besoin défini.

Ces consultations déboucheront sur ce que le règlement nomme des "marchés spécifiques". Les opérateurs sont consultés par l'émission d'un Règlement de Consultation (RC) ou d'une Lettre de Consultation (LC), d'un Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP) ainsi que d'un Cahier des Clauses Techniques Particuliers (CCTP) et d'éventuelles annexes le cas échéant.

Le RC ou la LC d'un marché spécifique indique notamment :

- Les documents à fournir par le candidat ;
- Les caractéristiques techniques minimales exigées que doivent respecter les offres ;
- Les variantes si elles sont autorisées ainsi que des prestations éventuelles supplémentaires, le cas échéant ;
- Les conditions et délais de remise d'une offre. Le pouvoir adjudicateur est tenu d'offrir un délai minimal de 10 jours calendaires entre l'invitation à soumissionner et la date d'échéance de remise des offres ;

- La durée de validité des offres, que le pouvoir adjudicateur s'engage à maintenir au minimum nécessaire pour sa prise de position.

Le CCAP et le CCTP :

- Les caractéristiques techniques souhaitées ;
- Les conditions de location/acquisition et modalités de facturation ;
- Les modalités et conditions de livraison des véhicules concernés.

Les critères retenus pour l'attribution des marchés spécifiques sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix (coût du loyer mensuel)	60.0 %
2-Valeur technique	20.0 %
2.1-Niveau de finition des véhicules / équipements proposés	10.0 %
2.2-Puissance des véhicules en CV DIN	10.0 %
Critères	Pondération
3-Performances en matière de protection de l'environnement	10.0 %
3.1-Consommation d'énergie des véhicules	5.0 %
3.2-Emission de CO ²	5.0 %
4-Délai de livraison	10.0 %

10 - Situation des candidats

10.1 - Maintien dans le système

Les candidats admis dans le système d'acquisition dynamique y sont maintenus tant qu'ils continuent de remplir les conditions d'éligibilité définies au présent règlement de la consultation.

Il appartient aux candidats de signaler toute modification les affectant et notamment leur situation juridique mais aussi un changement d'adresse ou de personne contact.

A tout moment au cours de la période de validité du système, l'acheteur peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

Dans l'hypothèse où un candidat cesserait de remplir ces conditions, il sera informé de son exclusion du système et ne pourra plus participer aux invitations à soumissionner aux marchés spécifiques. Cette exclusion prend effet immédiatement, sans préjudice de la possibilité pour le candidat exclu de présenter un nouveau dossier de candidature conforme afin d'obtenir sa réintégration.

10.2 - Droits et obligations des candidats intégrés

10.2.1 - Réponse aux invitations à soumissionner

Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre pour l'attribution des marchés spécifiques.

Cependant, s'ils ne donnent pas suite à une invitation à soumissionner, ils pourront être interrogés par l'acheteur pour en connaître le motif. A défaut de réponse dans un délai raisonnable, l'acheteur pourra décider de prononcer leur exclusion du système. Cette décision emporte les mêmes conséquences que celles définies ci-après.

10.2.2 - Autres motifs de déchéance

En outre, l'exclusion d'un opérateur admis dans le système peut intervenir pour les motifs suivants :

- à la demande de l'opérateur, si celui-ci s'estime dans l'incapacité de pouvoir exécuter les futurs marchés spécifiques à conclure ;
- sur décision de l'acheteur, en cas de défaut de réponse à une demande d'actualisation dans le délai prescrit ;

- sur décision de l'acheteur, lorsque l'opérateur cesse de remplir les conditions d'éligibilité pour participer au présent système d'acquisition dynamique ;
- sur décision de l'acheteur, lorsque, dans le cadre du présent système d'acquisition dynamique, un ou plusieurs marchés spécifiques conclus avec l'opérateur économique a été résilié pour faute.

A compter de son exclusion, l'opérateur économique cesse d'être invité à soumissionner pour l'attribution des marchés spécifiques. Si une consultation est en cours, sa candidature est écartée comme irrecevable et son offre ne sera pas analysée.

En revanche, l'opérateur économique attributaire d'un ou plusieurs marché(s) spécifique(s) reste tenu d'exécuter le ou les marché(s) conclu(s). Les conséquences d'un défaut d'exécution sont régies par chaque marché spécifique.

10.2.3 - Exclusivité du système

Les candidats sont informés que leur admission dans le présent système n'emporte aucun droit d'exclusivité. Bien que l'objectif reste de favoriser la satisfaction de ses besoins par le biais du présent système, l'acheteur demeure libre de pourvoir auxdits besoins en dehors de celui-ci.

11 - Renseignements complémentaires

11.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

En phase de réception des candidatures initiales, cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée dans les meilleurs délais à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification. En phase de réception des candidatures initiales, cette réponse sera adressée 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

11.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
3 contour de la Motte
35000 RENNES
Tél : 02 23 21 28 28
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffé du Tribunal Administratif de Rennes
3 contour de la Motte
35000 RENNES